Étude 2020
Janvier

Centre tricontinental

HAÏTI : *LA LIBERTÉ VIENDRA ET ELLE AURA VOS YEUX*
HUIT FEMMES : REGARDS CROISÉS

Frédéric Thomas

Elles sont huit. De générations, de parcours et de milieux sociaux différents. Mais elles ont en commun leur engagement et leur intelligence, leur courage et leur force, ainsi que leur participation, depuis des lieux divers, au mouvement social de grande ampleur qui secoue Haïti depuis juillet 2018. Cela leur donne un regard acéré sur la situation, sur les conditions et enjeux sur la transition de rupture au cœur des revendications. Le parti-pris a été d'interroger le mouvement social haïtien à partir des femmes et des luttes féministes, certain que l'une des principales formules du changement se joue là.

La dégradation des droits et des conditions de vie dans le pays le plus pauvre et l'un des plus inégalitaires du continent latino-américain, l'arrogance du pouvoir et le scandale de corruption de Petrocaribe, impliquant l'ensemble de la classe dirigeante, ont créé un cocktail explosif. Mais l'explosion aurait pu, comme tant de fois, être étouffée ou différée. Le soulèvement a surgi d'un ras-le-bol et d'un refus de ce qui avait été subi si longtemps jusque-là.

Ces huit femmes, rencontrées à Port-au-Prince entre le 23 et le 29 novembre 2019, disent la révolte en cours. Ouvrière, marchande, artiste, cadre de la fonction publique, etc., elles font le métier de peuple. Étant entendu, qu'en bousculant les frontières, en les jetant dans les rues, en mettant à l'ordre du jour ce qui, hier, semblait impossible, le soulèvement redessine le peuple haïtien. Il faut alors reprendre et détourner le titre du poème de Cesare Pavese : *la liberté viendra et elle aura vos yeux.*

1. **Rita Dieujuste**, du comité des victimes du massacre de La Saline
   Premier volet de la série **Huit femmes haïtiennes : regards croisés**
2. **Vélina Élysée Charlier**, figure de Nou pap dòmi
   Deuxième volet de la série **Huit femmes haïtiennes : regards croisés**
3. **Gessica Geneus**, comédienne, réalisatrice, écrivaine haïtienne
   Troisième volet de la série **Huit femmes haïtiennes : regards croisés**
4. **Haute fonctionnaire anonyme**
   Quatrième volet de la série **Huit femmes haïtiennes : regards croisés**
5. **Sabine Lamour**, sociologue et féministe haïtienne
   Cinquième volet de la série **Huit femmes haïtiennes : regards croisés**
6. **Colette Lespinasse**, militante des droits humains
   Sixième volet de la série **Huit femmes haïtiennes : regards croisés**
7. **Sabine Manigat**, sociologue et politologue, figure de *Passerelle*
   Septième volet de la série **Huit femmes haïtiennes : regards croisés**
8. **Roselina Thomas**, déléguée syndicale
   Huitième volet de la série **Huit femmes haïtiennes : regards croisés**

« *On reste face au gouvernement actuel, toujours barricadés, et on le restera tant qu'on n'aura pas la justice* »
Entretien avec Rita Dieujuste[1]

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots : d'où venez-vous, que faites-vous ?

Je m'appelle Rita Dieujuste. Je suis la première victime du massacre de La Saline et je suis membre du comité des victimes. J'ai six enfants, mais mon premier a été tué lors du massacre. Et j'ai quatre petits-enfants. J'habite et je suis née à La Saline. Je suis marchande. Je vends des vêtements. Je fais ça depuis que j'ai vingt-cinq ans. Cela me rapport de l'argent pour vivre et nourrir mes enfants.

La mairie ou l'État font-ils quelque chose pour La Saline ?

Rien. Ils ne font rien pour l'éducation, pour la santé, pour que les gens vivent bien.

Vous participez aux mobilisations sociales depuis le début ?

Depuis le début ! La Saline est en première position dans la lutte. C'est un quartier populaire qui a toujours résisté, qui a toujours fait partie des démocrates. On est contre le système car il utilise souvent les quartiers populaires, avec de l'argent, pour servir les partis politiques.

Il y a un an, début novembre 2018, est commis le massacre de La Saline. Le sentiez-vous venir ?

Oui, car on n'est pas d'accord avec le gouvernement. On sentait venir quelque chose, on se sentait en danger. Le 17 octobre 2017, le pouvoir est venu fêter Dessalines[2], devant le monument historique qu'on lui a construit. Les gens voulaient que le gouvernement vienne et fasse des choses pour permettre au quartier d'avancer. Mais ils sont venus comme toujours. Sans vouloir rien faire. Alors, ils n'ont pas reçu un bon accueil, et c'est à cause de cela qu'ils se sont fâchés. Ils voulaient qu'on manifeste en soutien du gouvernement et qu'on crie : « Vive Jovenel pour cinq ans ». On n'a pas voulu.

Le gouvernement en place a fait le massacre pour montrer qu'ils ont les pleins pouvoirs, qu'ils contrôlent le quartier. C'est à La Saline que ça a commencé. Ça a été le signal pour les autres massacres, six en tout : deux fois à La Saline, à Carrefour feuille, à Solino (Martissant), à Delmas 6, et, il y a quelques jours, à Bel Air[3]. Tous des quartiers populaires. Jovenel Moïse et sa femme sont les têtes pensantes du massacre de La Saline, mais ils utilisent d'autres personnes, des bandits et des policiers pour le faire.

Les bandits, les auteurs du massacre sont restés neuf jours à La Saline. Ils cherchaient d'autres gens pour les assassiner. Pendant tout ce temps, les deux commissariats, celui juste à l'entrée du quartier et celui dedans n'ont pas bougé. Ils ont eu peur. Ils n'ont pas voulu intervenir dans les affaires du gouvernement.

Comment vous êtes-vous organisés ?

Lors des massacres et lorsqu'ils rentrent dans le quartier, on s'enfuit se réfugier dans les quartiers à côté : Warf Jérémie, les ruelles Dessaline et Dechamps… On ne dormait plus à La Saline : on venait le matin et on repartait le soir. On dort dans le marché. Mais il est au bord de la mer, et des enfants sont morts noyés. Et depuis, plusieurs fois la BOID [Brigade d'opérations et d'interventions départementales ; une des unités de la police] nous a attaqués, avec des matraques et des gaz lacrymogènes. Ils continuent de nous intimider.

[1] Entretien réalisé à Port-au-Prince le jeudi 28 novembre 2019. Rita Dieujuste est la porte-parole du comité des victimes de La Saline.
[2] Jean-Jacques Dessalines est l'une des principales figures historiques de la révolution haïtienne. Il a été assassiné le 17 octobre 1806.
[3] Au cours du mois de novembre 2018, septante et une personnes sont assassinées à La Saline. Plusieurs femmes sont victimes de viols collectifs. Il apparaîtra que des fonctionnaires publics sont impliqués. Le massacre a duré plus de quatorze heures, sans que la police, présente à proximité, n'intervienne. De manière générale, une partie de l'insécurité semble directement initiée et alimentée par le pouvoir, afin d'assurer sa mainmise. L'ONU a demandé à ce qu'une enquête soit menée sur la possible complicité entre les gangs et l'État. Voir à ce sujet le rapport de la Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, « La Saline : justice pour les victimes. L'État a l'obligation de protéger tous les citoyens », ainsi que les rapports du Réseau National de Défense des Droits Humains – RNDDH. Notamment : https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2018/12/Massacre-La-Saline-Rapport-CARDH-1.pdf.

On a une chance, une petite chance, d'avoir accès à radio Zénith FM. Lorsque La Saline ou d'autres quartiers populaires se font attaquer, on leur fait passer le message et ils le diffusent. Une fois que l'information passe à la radio, en disant qui sont les agresseurs, quelles sont les personnes de la police qui sont là, etc. ils se replient car ils ne veulent pas que des gens extérieures [à La Saline] les voient. C'est radio Zénith et RNDDH [Réseau national de défense des droits humains] qui nous ont aidés.

On a aussi créé un Comité de femmes victimes. Il y a dix personnes qui se rendent disponibles pour le comité, et j'en suis la porte-parole. On a fait passer nos revendications à la radio. On demande justice pour les victimes du massacre de La Saline. Il faut un procès. On a porté plainte. RNDDH nous aide. Mais comment on va faire si le gouvernement c'est l'État ? Comment on va faire si le président protège ceux qui ont fait le massacre, et s'il est lui-même à la tête du massacre ?

Est-ce que cela a arrêté la mobilisation ?

Non. Tant qu'on n'aura pas justice, on restera mobilisées et on restera face à ce gouvernement. La Saline a toujours été présente. Dans le passé, quand il y avait des manifestations, si La Saline ne participait pas, c'est comme dire qu'il n'y a pas de manifestations du tout ! C'est un quartier de résistance. Déjà, le 11 septembre 1988, le pouvoir a attaqué Aristide à Saint-Jean-Bosco[4]. Mais on a résisté et on continue à résister.

Vous participez au *pays locked* [pays bloqué][5], vous participez aussi aux marches ?

Non, on ne peut pas prendre la rue, car on a peur des chauffeurs à l'entrée de La Saline, qui sont payés pour nous attaquer si on sort manifester. Alors, on résiste en bloquant La Saline, en se barricadant. On utilise les barricades pour nous défendre contre le système. Pour notre sécurité. Un semblant de sécurité car ça n'empêche pas les policiers d'attaquer. Mais, depuis le monument Dessalines jusqu'au portail de Saint Joseph, une autre entrée du quartier, on bloque tout : la route pour aller en plaine, vers Port-de-paix, l'accès au centre-ville, les ports... Tout.

Mais quand vous bloquez le quartier, cela veut dire que vous ne pouvez plus travailler, faire le commerce, etc. C'est un sacrifice.

Avec le *pays locked*, les voitures et les marchandises n'arrivaient pas jusqu'à La Saline. Et les habitants de la zone, lorsqu'ils sortaient, étaient toujours menacés par des bandits. Puis, le système en place a brûlé les marchandises dans le marché. On a tout perdu.

Les gens de La Saline vivent très mal. Ils ne sont pas soignés, ils ne mangent pas ou mal. Il n'y a pas de logement, pas de centre de santé. Les enfants ne sont pas scolarisés. Il y a une école dans le quartier, mais avec l'insécurité, les enfants n'y vont plus. On n'a pas d'argent, pas de travail, pas de marchandises à vendre ; comment faire pour vivre bien ? Le gouvernement ne peut pas, ne veut pas nous donner les moyens d'une vie meilleure.

Il y a eu plusieurs massacres. Beaucoup de morts, de viols, de violence. La vie chère, l'insécurité, l'injustice, et plus de gens qui sont armés dans les rues. C'est très dur. Le gouvernement veut que les habitants de La Saline ne vivent plus, qu'ils soient contrôlés et dirigés par les bandits sur place. Avec l'argent, on utilise les habitants à des fins malfaisantes, pour servir les politiques, pour manifester pour eux. Nous sommes bloqués comme dans un ghetto par la méchanceté du gouvernement.

Mais jusqu'à ce jour, on bloque… C'est un sacrifice pour trouver la justice. On reste face au gouvernement actuel, toujours barricadés, et on le restera tant qu'on n'aura pas la justice.

Est-ce que d'autres acteurs de la mobilisation, à part radio Zénith et la RNDHH, ont marqué leur solidarité avec vous ?

Des membres de partis d'opposition sont venus. Et les *petrochallengers*[6]. Ils nous aident à combattre

4 Deux ans après la chute de la dictature des Duvalier, alors qu'Aristide était prêtre et officiait dans l'église Saint-Jean Bosco à La Saline. Lire Hérold Jean-François, « 11 septembre 1988, l'histoire en dérision... », Le Nouvelliste, 11 septembre 2014, https://lenouvelliste.com/article/135659/11-septembre-1988-lhistoire-en-derision.

5 Mouvement social qui entend verrouiller le pays, en paralysant la circulation et toute l'activité économique. Il a été mis en œuvre pendant onze jours en février 2019, puis à nouveau, pendant plus de deux mois, de septembre à début novembre 2019.

6 Mouvement citoyen anti-corruption né sur les réseaux sociaux, suite à la publication de la photo de l'écrivain et cinéaste Gilbert Mirambeau Jr, les yeux bandés, brandissant une pancarte en carton sur laquelle est écrit : « Kot Kòb Petwo Karibe ? » (« Où est l'argent de Petrocaribe ? »), avec le hashtag « petrochallenge ». Les jeunes et les femmes sont particulièrement actifs en son sein. Le mouvement regroupe une myriade de collectifs dont le plus connu et le plus puissant est Nou pap dòmi. Lire : Frédéric Thomas, Haïti : « C'en est assez ! Il faut une rupture avec cette

l'injustice, à ce qu'on respecte nos droits comme citoyens. Mais le gouvernement en place ne peut pas nous donner la garantie de ces droits.

Quels sont vos espoirs ?

J'ai 47 ans. Mon rêve est de vivre bien, dans un quartier sans insécurité, où mes enfants pourront aller à l'école, vivre sans crainte, disposer de toutes les choses comme la santé, l'éducation, etc. On veut la justice sociale et le droit de vivre bien.

classe dominante qui est dans le mépris total », 11 octobre 2019, https://www.bastamag.net/Haiti-soulevement-petrochallenge-Caraibes-oligarchie-repression-Nou-pap-domi.

« Sortir de l'apartheid social et économique »
Entretien avec Vélina Élysée Charlier[7]

Comment êtes-vous devenue l'une des *petrochallengers*[8] ; ce mouvement de jeunes qui fait pression pour qu'il y ait un procès sur le dossier Petrocaribe ?

Je viens d'une famille de militants. J'ai connu le militantisme dès le berceau. Mon père a été emprisonné sous la dictature, puis a dû quitter le pays. C'est pour ça que je suis née au Canada. Je suis retournée en Haïti à l'âge de deux ans. Avant le *petrochallenge*, j'étais engagée dans l'éducation. Ma mère, éducatrice, coordonnait une école communautaire près de Gonaïves, menait un projet d'alphabétisation… J'étais là-dedans. Le combat avec mes parents pour l'éducation est surtout un combat contre les injustices et inégalités sociales. Dès juillet 2018, je me suis tout de suite embarquée dans le mouvement, parce que la lutte contre la corruption est aussi une lutte pour la justice sociale. J'étais déjà très active sur réseaux sociaux. J'ai donc commencé à militer et à participer activement aux manifestations et aux *sit-in*…

Est-ce que c'est un mode d'action traditionnel ?

Pas vraiment. Mais l'ampleur que cela a prise, le sérieux avec lequel cela s'est fait, l'engagement dans ce mouvement non-violent… ça c'est assez nouveau. Ce qui est nouveau surtout, c'est de voir qu'autant de jeunes s'embarquent dans des revendications sociales. Même si ce n'est pas mon cas, on fait partie d'une génération complètement dépolitisée – tout comme la génération suivante. Pour survivre à la dictature, nos parents ont dû se taire, ne pas se mêler de politique. Plus que dépolitisés : on nous a fait fuir la politique, en nous expliquant que les hommes politiques étaient des bandits, des corrompus, etc. Il a fallu sortir de ce discours-là, de tout cet apprentissage qu'on nous a inculqué, pour oser parler et se positionner sur la scène politique ; passer de citoyens passifs à citoyens actifs. Il faut dire aussi que la démocratie en Haïti a tellement failli, que l'une des conséquences directes est l'indifférence totale envers la vie politique.

Le mouvement a tout de suite pris ?

Oui, le tweet de Gilbert Mirambeau date du 14 août 2018. Dix jours plus tard, le 24 août, un groupe de jeunes étudiants politisés de l'université que je ne connais pas a organisé le premier sit-in. Et des milliers de personnes sont venues. Il y a tout de suite eu un engouement. Et cet engouement n'a jamais faibli.

Y a-t-il un profil type du *petrochallenger* : classe moyenne, urbaine, éduquée ?

En général, ce sont des jeunes, étudiants, entrepreneurs ou employés, dont beaucoup d'ailleurs ont été menacés de perdre leurs emplois. C'est la première fois que ce profil-là sortait manifester. Je n'aime pas parler de « classe moyenne », car, en Haïti, elle est pour moi inexistante. Les conditions économiques ici ne sont pas réunies pour voir émerger une classe moyenne dans le pays. La dite « classe moyenne » n'a pas les moyens de joindre les deux bouts. Il n'y a pas de création de richesse, ni de possibilité de transfert de classe ; juste des gens qui survivent plus ou moins bien. C'est là l'un des grands drames d'Haïti : les politiciens et les grands acteurs économiques font en sorte de nous maintenir dans cette précarité ; une précarité qui est un moyen de dominer et de contrôler la société.

Quelles sont les étapes du mouvement *petrochallenger* ?

La première grande phase a été la mobilisation sur les réseaux sociaux et l'éveil des consciences. Jusque-là, la corruption était tellement acceptée que, dans nos mœurs, on parlait même de «corruption blanche ». L'affaire « Petrocaribe » a permis de rendre la corruption visible et tangible. On a alors invité les gens à faire des audits dans leurs collectivités. « *Vous devriez avoir un stade. Allez sur place, est-ce que vous voyez un stade ? Il est où ?* ». En posant de telles questions, c'était très facile de rendre

[7] Entretien réalisé le jeudi 28 novembre à Port-au-Prince. Vélina Élysée Charlier est l'une des figures de *Nou pap dòmi*.
[8] Mouvement citoyen anti-corruption né sur les réseaux sociaux, suite à la publication de la photo de l'écrivain et cinéaste Gilbert Mirambeau Jr, les yeux bandés, brandissant une pancarte en carton sur laquelle est écrit : « Kot Kòb Petwo Karibe ? » (« Où est l'argent de Petrocaribe ? »), avec le hashtag « petrochallenge ». Les jeunes et les femmes sont particulièrement actifs en son sein. Le mouvement regroupe une myriade de collectifs dont le plus connu et le plus puissant est *Nou pap dòmi*. Lire : Frédéric Thomas, *Haïti : « C'en est assez ! Il faut une rupture avec cette classe dominante qui est dans le mépris total »*, 11 octobre 2019, https://www.bastamag.net/Haiti-soulevement-petrochallenge-Caraibes-oligarchie-repression-Nou-pap-domi.

visible la corruption, et cela a permis un éveil des consciences.

Il y a eu ensuite, le 17 octobre 2018, plus grande manifestation contre la corruption jamais organisée en Haïti : le 17 octobre 2018. Tout le pays était dans la rue. C'est la première fois que les citoyens sont parvenus à pousser une institution publique, comme la Cour des comptes, à faire son travail de reddition de compte, la première fois aussi qu'elle enquêtait, auditait et publiait coup sur coup deux rapports, après avoir passé dix ans à ne rien faire. C'est une grande victoire pour la lutte des citoyens, même s'il manque encore le troisième rapport[9]. Cela a aussi permis de mettre à nu tout ce système qui se nourrit de la corruption, et de voir à quel point le pouvoir judiciaire est corrompu. Tel quel, il ne sert plus à rien, il doit être réformé radicalement.

Actuellement, on observe une tentative de récupération de la cause pour la banaliser et la réduire à une crise politique. Mais les gens qui sont sortis dans la rue disent vouloir changer le système. La population – c'est-à-dire monsieur tout-le-monde – sait très bien que la véritable bataille que nous sommes en train de mener, c'est une bataille contre la corruption, l'impunité, et pour la justice sociale ; c'est une crise sociétale. Ça aussi, c'est nouveau, c'est un nouveau moment fort.

Avoir rassemblé des jeunes qui ont ensuite créé différents groupes et réfléchissent à des stratégies, c'est également du jamais vu. En général, l'engouement ne dure que 2-3 semaines. Une société civile, même si elle est encore très faible, qui se parle, qui se construit, qui est capable de lancer des activités communes… Ça, c'est très nouveau parce que lorsqu'on parlait autrefois de société civile en Haïti, on faisait référence à une personne qui prenait des décisions en son nom.

Sera-t-il possible de maintenir ce rythme de mobilisation ? Vous n'avez pas peur d'un essoufflement ? Vous avez une réflexion là-dessus ?

Après la manifestation du 18 novembre [2018], on s'est rendu compte qu'il commençait déjà à y avoir une sorte d'essoufflement. C'est pourquoi on a fondé *Nou pap dòmi* [Nous ne dormons pas] pour structurer cette bataille à travers les moments forts et les moments « bas ». On a mis la pression sur la Cour des comptes, et on a eu le deuxième rapport au mois de mai ; cela a donné un nouveau souffle. Suite au rapport, le 9 juin, on a organisé une nouvelle manifestation qui était comparable à celles de l'année précédente.

On vient aussi de demander une rencontre formelle à la Cour des comptes (elle avait été précédée de deux lettres ouvertes) ; ça aussi c'est une première. Si on obtient une réponse, quelle qu'elle soit, ce sera déjà une victoire pour les citoyens. C'est ce genre de stratégie que nous menons pour éviter l'essoufflement. Mais on doit aussi tenir compte de la crise économique et de la précarité, qui compliquent la mobilisation.

Quelles sont vos relations avec les autres acteurs de la contestation ?

On est à la fois écoutés et évités par les autres groupes [rires]. Beaucoup d'entre eux nous invitent, discutent avec nous. Mais nous avons nos exigences. Nous ne voulons pas d'élections tant que persiste le système électoral actuel, car la racaille reviendrait au pouvoir. Jusqu'à présent, les élections ont été organisées avec le pouvoir et l'argent de l'*international*. Le message que nous portons, c'est celui-ci : la reddition de compte, quel que soit la personne et le parti au pouvoir.

On demande la démission de Jovenel Moïse sur une question de principe : on ne peut pas avoir de corrompus au pouvoir. On sait bien que ce n'est pas celui qui a gaspillé le plus d'argent, et qu'il y a des cas tout aussi ou plus grave que Petrocaribe. Mais Jovenel Moïse bloque délibérément tout le procès. Tant qu'il sera là, on ne verra jamais la justice. Et nous, nous voulons la justice et l'égalité, nous volons sortir de l'apartheid ; parce qu'Haïti est un pays en apartheid – un apartheid social et économique, qui avait été accepté jusque-là.

Vous êtes en contact avec les quartiers populaires ?

[9] Les 31 janvier et 31 mai 2019, la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA) a rendu public deux rapports d'audit, qui couvrent 77% du budget mis en œuvre dans le dossier Petrocaribe, mettant en évidence le gaspillage, les détournements de fonds et la corruption à tous les niveaux.

Tout récemment, pour la commémoration du massacre de La Saline[10], on a envoyé une délégation pour présenter nos sympathies aux familles, renouveler notre engagement à nous battre contre les injustices sociales et les inégalités, et, surtout, leur apporter le message que chaque vie compte ; que la vie d'une personne de La Saline n'est pas moins importante que celle d'une personne nantie. C'est le comité de victimes qui a pris contact, a tout coordonné et est venu nous chercher pour qu'on franchisse les barrages sans problème. On a bien été accueilli. Et on est toujours bien reçu, parce que, jusqu'à présent, nous sommes très cohérents, et c'est cette cohérence qui caractérise *Nou pap dòmi*.

Y a-t-il une participation forte des femmes dans *Nou pap dòmi* ?

La proportion de femmes est très élevée ; c'est un mouvement de femmes ! C'est une autre de nos particularités. Nous avons beaucoup de femmes qui osent porter leurs voix, qui s'affirment. Souvent ici, en Haïti, les partis utilisent les femmes, juste pour montrer qu'il en y a ; ils font un comité de 15 membres, par exemple, et il y a quatorze hommes et une femme. Au niveau du *petrochallenge*, c'est une autre génération – la mienne et celle qui est plus jeune –, qui a été exposée aux réseaux sociaux, qui a étudié à l'étranger, qui s'affirme beaucoup plus. Donc, cet espace est idéal pour nous. On est sorti du cliché haïtien qui veut que les femmes ne peuvent militer que dans les organisations féministes, et que la politique est un monde masculin.

[10] Mi-novembre 2018, dans le quartier populaire de La Saline à Port-au-Prince, septante et une personnes (deux autres sont portées disparues) sont assassinées. Ce crime reste impuni à ce jour. Voir à ce sujet l'entretien avec Rita Dieujuste et le rapport du RNDDH, https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2018/12/Massacre-La-Saline-Rapport-CARDH-1.pdf.

« *Qu'ils comprennent qu'ils n'ont pas réussi à nous transformer en zombies* »
Entretien avec Gessica Généus[11]

Comment en êtes-vous arrivée à vous engager dans le mouvement social actuel ?

Auparavant, j'avais un engagement plus social, mais politique, pas aussi concret ou ciblé que celui de la lutte anti-corruption. C'est dans ce que je fais, mon livre et mes films que je m'engage. J'ai toujours été dans les luttes pour les femmes ; pas en tant qu'activiste militante, mais en tant qu'artiste. D'ailleurs, mon staff sur mon nouveau film est aussi essentiellement féminin. En ce moment même, je travaille sur un film de fiction, *Freda*[12] : c'est un portrait de femmes, aujourd'hui, en Haïti, dans le contexte socio-politique actuel. J'ai toujours eu un regard sur les femmes. Je ne fais pas partie « officiellement » de *Nou pap dòmi*[13], mais je me reconnais en eux.

Est-ce le fruit de votre propre parcours ? Ou le milieu du cinéma haïtien est-il forcément engagé ?

Pas tellement. Je pense que j'appartiens aux rares personnes qui arrivent à faire du cinéma, car cela demande beaucoup de moyens. Ce n'est pas comme au théâtre, la production cinématographique est très limitée. Il y a très peu d'espaces d'expression. Mais ce qui se passe en Haïti, c'est que prendre position comme artiste, c'est loin d'être simple. Prendre position, cela veut dire couper court à toute chance de financement du secteur privé. Cela rend l'engagement extrêmement complexe.

Par exemple, moi, je savais pertinemment qu'en m'impliquant de manière frontale dans la lutte Petrocaribe, je coupais automatiquement court à tout espoir de trouver un financement ici pour mes films. Parce que, d'une façon ou d'une autre, la bourgeoisie en Haïti, le secteur privé n'est pas très détaché de l'État haïtien, et on sait à quel point ils sont en grande partie responsables de ce qui se passe. Donc prendre position, c'est couper les liens avec ceux qui financent les artistes, et ce n'est pas évident, surtout pour les artistes qui ne survivent que grâce à ça. Sans compter que cela dépend aussi d'une personnalité bien particulière pour s'impliquer, et puis voir comment s'engager : dans sa musique, dans ses films ou de façon plus directe…

Justement, d'où vient qu'étant déjà engagée dans votre travail artistique, vous ayez voulu vous engager aussi autrement ?

Au début, c'était très anodin, via les réseaux sociaux. C'est en m'impliquant que j'ai compris à quel point c'était énorme. Je savais, mais pas le degré de vol. C'est en lisant le rapport [de la Cour des comptes], c'est en m'impliquant avec *Nou pap dòmi* et d'autres jeunes que je me suis rendue compte que le scandale était immense. Donc c'est devenu évident. Comme le disait une journaliste : « Haïti est trop pauvre pour se permettre de perdre 4 milliards de dollars ».

À un moment donné, quand je sais, c'est fini ; je ne peux plus faire semblant. Je me suis donc encore plus impliquée. Pour des raisons professionnelles et familiales, je suis souvent à l'étranger et j'ai commencé à faire des allers-retours pour participer aux manifestations. Après, comme j'ai reçu des menaces, je rendais moins publiques mes participations aux marches, aux activités de dénonciation, etc. Aujourd'hui, cela devient une poudrière. Je suis inquiète pour mes amis et tous ces jeunes engagés. C'est de moins en moins évident de s'affirmer, même s'ils continuent de le faire sans sourciller.

Il semble y avoir une contradiction entre l'intensité des luttes féministes et la réalité des femmes en Haïti ?

Oui, il y a un décalage. Ici, il faut avoir les reins solides pour s'exprimer, même s'il y a énormément de femmes qui se battent. Même dire « je suis féministe » n'est pas évident dans cette société. Même si tu as besoin de cette affirmation concrète, de le crier, tu dois avoir conscience de ton environnement, où la justice est très précaire, sinon inexistante. Il y a des séquelles et des cicatrices qui découlent de ce que tu subis dans cette société.

Cette lutte d'affirmation de soi doit donc impérativement s'accompagner d'une lutte pour l'imposition de

[11] Entretien réalisé le lundi 25 novembre 2019 à Port-au-Prince. Gessica Généus est comédienne, réalisatrice, écrivaine haïtienne. Son film documentaire *Devan Jou Ka Leve* [Le jour se lèvera] (2017) a reçu de nombreux prix.
[12] Erzuli Freda est l'une des déesses du panthéon Vodou.
[13] Le collectif le plus connu et le plus puissant des *petrochallengers* ; le mouvement citoyen anti-corruption né 2018.

l'application de la loi. Amender la Constitution pour qu'elle soit beaucoup plus juste et plus équitable. Si tu n'as pas la justice qui suit derrière… Ce n'est pas une question de moralité, mais de lois. D'où mon obsession de l'application et de la création des lois, et pour que la justice se mette en branle. C'est trop long d'attendre que les mœurs changent, que la perception change.

Est-ce que la lutte actuelle permet de renforcer l'engagement des femmes ?

Non, au contraire, cela les fragilise, parce que la condition des femmes, en Haïti et ailleurs, est liée à la précarité. Il y a un contexte social qui doit être mis en place pour que cette condition évolue. Plus il y a de la précarité, plus ceux qui sont vulnérables, donc les femmes, deviennent encore plus vulnérables. On le voit bien avec le viol qui est une arme de déstabilisation sociale.

C'est difficile de se battre sur plusieurs fronts à la fois. Et, bien sûr, la lutte contre la corruption a été la cause principale qui a dominé les médias et les manifestations cette dernière année. Il y a eu aussi des marches contre le viol auxquelles j'ai participé. Mais de façon générale, c'est compliqué de lier les deux, même s'il y a des activistes qui le font. C'est une société où il y a tellement de combats et de changements à mener à différents niveaux… Prioriser l'un, cela devient complexe parce que tout le monde te dit : « et ça ? » : les enfants, les hommes au chômage, etc. C'est ça qui rend complexe l'articulation, plus encore lorsque tu es dans un système qui te force à t'allier avec ton oppresseur....

Mais je suis convaincu que, la lutte contre la corruption en Haïti, si elle va assez loin, si on arrive à mettre des balises sur le vol, forcément, cela va débouler sur des balises sur les rapports et comportements entre les gens et entre le genre. C'est un début pour faire comprendre aux gens : « quand tu fais ça, cela peut avoir des conséquences ». C'est le plus important dans cette lutte, c'est pourquoi il faut rester centré sur ça : tu traces l'exemple dans ce pays que, dès aujourd'hui, les actes, tels que la corruption, peuvent avoir des conséquences. Et jusqu'à présent, c'est ce qui nous manquait cruellement, parce que quelqu'un pouvait être au gouvernement, voler des millions de dollars, et absolument personne ne lui demandait des comptes.

Commencer à demander des comptes, c'est commencer à responsabiliser les gens, c'est le début d'une société égalitaire, c'est le début d'un État de droit. Cela va avoir des répercussions sur tout. Oui, c'est un idéal. Mais c'est comme le rapport de la Cour des comptes. Tout le monde disait qu'on ne l'aurait jamais, que c'était impossible d'avoir un rapport dix ans après. On s'est battus et on l'a eu. Et moi je continuerai à me battre pour que ce qui paraissait improbable et impossible dans ce pays devienne possible. Surtout ce qui profite à l'avancement de ce pays. Si on laisse tomber ça, cela veut dire qu'on laisse tomber tout, qu'on laisse tomber le peuple – le peuple dont je fais partie, dont je suis une partie intégrante – et cette conscience qui s'éveille.

C'est essentiel pour nous-mêmes, pour notre dignité humaine qu'on se tienne debout, qu'on dise les choses haut et fort. Et que ceux qui nous martyrisent, ceux qui nous volent, ceux qui nous écrasent et nous empêchent d'avancer, comprennent qu'en fait ils n'ont pas réussi à nous transformer en zombies, incapables de se tenir entre nous, et qu'ils comprennent qu'on reste encore ce peuple de combattants.

« *Il faut absolument une solution, mais celle-ci sera-t-elle à la hauteur des attentes ?* »
Entretien avec X[14]

Quelle est votre analyse de la situation actuelle ?

Ce qui se passe dans le pays depuis plus d'un an, suite à une tentative de l'exécutif d'augmenter le prix du carburant, a démarré en réalité avec la forte mobilisation des organisations sociales contre le budget 2017-2018 du gouvernement. C'est un budget qui a été qualifié de criminel dans la mesure où la plus grande part de celui-ci allait aux deux pouvoirs, surtout la présidence et le parlement, au détriment des lignes budgétaires sociales, comme la santé et l'éducation. Tout est parti de là. Les ouvriers avaient commencé à se mobiliser pour réclamer une augmentation du salaire minimum en avril-mai [2017]. La population a compris que le budget servait le pouvoir. L'augmentation du prix du carburant, en juillet 2018, a été la goutte qui a fait déborder le vase.

La mobilisation continue depuis lors, avec de vastes mouvements de protestations, qui prennent, à chaque fois, beaucoup plus d'ampleur. Cela a d'abord été 2-3 jours, puis une semaine et, enfin, depuis septembre, deux mois de *pays locked* [pays bloqué][15]. Et jusqu'à présent, on ne peut pas dire que les activités ont véritablement repris. Quelques écoles ont ouvert, mais cela reste très minoritaire et la plupart restent fermées. La population peut commencer à avoir accès au service public, mais cela se limite aux documents administratifs.

Dans le contexte actuel, des élections sont-elles possibles ? Sont-elles souhaitables ?

Des élections devaient avoir lieu en octobre de cette année pour renouveler le tiers du Sénat, la Chambre des députés et les maires. Les mandats de tous ces élus arrivent à terme début 2020. Il fallait donc réaliser ces élections pour s'assurer qu'il n'y ait pas un dysfonctionnement au niveau de l'État, et que les nouveaux élus soient en place en janvier 2020. Mais les conditions, tant du point de vue technique que politique, n'étaient pas réunies pour organiser les élections.

Les conditions légales ne sont pas réunies. Le projet de loi électorale qui a été soumis à l'exécutif n'a jamais été voté par le parlement. Le budget des opérations électorales n'a pas non plus été voté. L'exécutif a choisi de lancer un processus d'enregistrement des citoyens et citoyennes, pour l'émission d'une nouvelle carte d'identité, avec très peu de chance de rendre disponible dans les délais légaux les données devant permettre la constitution registre électoral. En juillet 2019, à peine cent mille personnes étaient enregistrées, alors que les élections étaient constitutionnellement prévues en octobre[16].

Surtout, l'environnement politique n'est pas bon. Les élections se réalisent avec les partis, alors que nous sommes dans un contexte où la majorité des partis n'entendent pas dialoguer avec le pouvoir en place sur quoi que ce soit. Et quand on parle d'élections, on parle de compétition, donc il faut que tous les partis jouissent des mêmes opportunités pour se présenter, or ce n'est pas le cas actuellement entre les partis au pouvoir et ceux dans l'opposition, qui sont engagés dans une dynamique de transition de rupture.

De plus, l'institut électoral a besoin d'un climat de sécurité pour réaliser les élections, alors que des gangs armés occupent une bonne partie du territoire. Cela nécessite des mesures pour la pacification de l'espace national, sinon comment des candidats pourraient mener une campagne électorale ? Je ne pense pas que les élections soient une priorité pour l'opposition, et on ne voit pas clairement du côté du pouvoir des mesures qui donnent un signal clair pour leur réalisation. Dans un contexte pareil, il est très difficile, voire impossible, de penser aux élections, de déclencher un processus électoral.

Quels liens ou contradictions voyez-vous entre les élections et la transition à laquelle aspire l'ensemble du mouvement social haïtien ?

Pour des élections en Haïti, il faut qu'il y ait de véritables leaders de toutes les tendances, disposant de véritables programmes, qui puissent accrocher la population. La population est totalement décrochée parce que les élus utilisent le pouvoir pour leurs intérêts particuliers. Ce qui entraine, au fil du temps,

[14] Entretien réalisé à Port-au-Prince le mercredi 27 novembre 2019 avec une haute fonctionnaire de l'administration publique. Pour des raisons de réserve et de prudence, elle a souhaité demeurer anonyme.
[15] Mouvement social qui entend verrouiller le pays, en paralysant la circulation et toute l'activité économique. Il a été mis en œuvre pendant onze jours en février 2019, puis à nouveau, pendant plus de deux mois, de septembre à début novembre 2019.
[16] L'État haïtien a signé un contrat avec la firme allemande Dermalog. Des soupçons de fraude pèsent d'autant plus sur ce dossier vu l'opacité et le fait que la Cour supérieure des comptes avait émis un avis négatif.

un désintérêt pour participer aux élections et, en conséquence, un déficit de légitimité des élus. Quand on a des élections avec un très faible taux de participation, cela ouvre la voie à ce que les élus fassent ce que bon leur semble[17]. Ils ne se sentent pas redevables. Ils sont là pour faire leur politique, se développer eux-mêmes, au lieu de penser au développement de la communauté et du pays. Il faut nous assurer que les politiques présentent des programmes susceptibles d'accrocher la population, de telle sorte qu'il y ait un engouement pour aller aux urnes.

Cela demande quoi ? Cela demande une autre façon de faire de la politique, de gérer la question du pouvoir dans le pays. Depuis trente ans, les gens se rendent compte qu'à chaque fois qu'ils élisent quelqu'un, c'est la situation de cette personne qui change ; pas la situation des Haïtiens et Haïtiennes. C'est ce signal que les politiques doivent donner pour que la population voie qu'il peut y avoir un changement à travers les élections, même si celles-ci ne constituent pas une panacée. Si ce signal n'est pas donné, même avec des élections de bonne qualité « technique », les résultats seront les mêmes : les élus ne seront pas légitimes, et leurs politiques ne seront pas en adéquation avec les attentes de la population.

Comment voyez-vous l'initiative de la *Passerelle*[18], et ce rapprochement entre société civile et partis politiques ?

Cela crée un espace où les partis politiques et la société civile se rencontrent pour échanger sur un ensemble de questions. La société civile doit faire entendre sa voix au politique pour que les choses se passent autrement. La société civile a beaucoup bataillé pour avoir un statut de partie prenante et non d'observateur. C'est une très bonne chose. Les organisations de la société civile doivent avoir leur mot à dire sur l'avenir du pays, et il est important qu'il y ait un espace où ces deux entités, société civile et partis politiques, puissent se rencontrer et discuter.

Est-on face à une crise sans précédent, à un combat sans précédent selon vous ?

Depuis 2011, on est face à un pouvoir qui se revendique « bandit légal »[19]. Tout se passe au sein d'un petit clan, de plus en plus serré et fermé. J'ai l'impression que Jovenel Moïse n'a pas réussi à assurer l'équilibre entre les clans au sein de la classe des affaires et de la classe politique, (contrairement aux ?) présidents précédents. Cela fait qu'aujourd'hui, on sent qu'il y a un éclatement. Les classes moyennes s'appauvrissent et une partie du secteur privé se sent lésé, voit ses intérêts menacés, et perçoit qu'il pourrait y avoir un transfert de classe à la baisse ; qu'elle risque de « chuter » vers les classes moyennes.

Les gens ont l'impression que le pouvoir est géré de façon personnelle, avec pour souci fondamental, le profit personnel. Même ceux qui supportent le pouvoir en place semblent avoir des réserves. Avec le *pays locked*, les affaires ne marchent pas vraiment, l'argent ne circule pas. Il y a un déficit de plusieurs millions de gourdes, mais qui va payer les pots cassés de ce déficit ? C'est la petite marchande, ce sont toutes les petites bourses qui vont payer une marmite de riz le double du prix qu'il y a deux ou trois ans. Et qui va en bénéficier ? Le même petit groupe qui s'accapare le pouvoir. Une telle situation ne peut entraîner que le mécontentement. On n'a même pas besoin de mot d'ordre, car on vit cette situation dans sa chair ; il suffit d'aller au marché pour sentir dans son corps ce que vit le pays.

Ces trente-trois dernières années [depuis 1986 et la chute de la dictature de Duvalier], je n'ai jamais vécu ce genre de situation où toutes les forces vives de la république, tous les secteurs de la société civile se sont prononcés pour exiger la démission du président. Et, dans mon souvenir, je n'ai jamais vu une telle polarisation, notamment au niveau du Forum économique [regroupement du secteur privé]. Auparavant, il pouvait y avoir des divergences de vues, mais aujourd'hui, la majorité s'accorde pour demander la démission de Jovenel Moïse. Seule une minorité le soutient encore, mais, jusqu'à présent, elle a le dessus.

C'est paradoxal. On a connu de nombreuses crises avec des gouvernements plus populaires qui ont fini par démissionner. Aujourd'hui, après une période aussi intense de manifestations avec autant de

[17] Le taux de participation aux élections est en général très bas en Haïti. Il était de moins de 21% aux dernières élections.
[18] La *Passerelle* est une structure d'interface organisée par les organisations de la société civile pour faciliter, dans un délai court – limité initialement à un mois et prolongé d'une semaine –, un accord entre les partis politiques d'opposition. Début novembre 2019, une entente a été signée par quatre partis d'opposition sur base de la « Déclaration commune pour un gouvernement de sauvetage national. Pour une transition réussie » signée par plus d'une centaine d'organisations de la société civile haïtienne.
[19] Michel Martelly, président de 2011-2016, s'était présenté comme un « bandit légal ». Et c'est Martelly qui a propulsé Jovenel Moïse comme candidat de son parti, le PHTK, aux élections de 2016.

voix qui s'élèvent contre le pouvoir en place, on a un gouvernement qui n'a jamais été aussi impopulaire et qui, pourtant, arrive à se maintenir au pouvoir. Il faut se poser la question : pourquoi Jovenel Moïse est-il toujours là ? Est-ce un problème de stratégie, des acteurs en présence, des intérêts communs de ce pouvoir avec les impérialistes ? Autant de questions qui méritent de profondes réflexions pour comprendre exactement ce qui se passe dans le pays.

Comment voyez-vous la suite ?

Il y a un mécontentement généralisé. On est face à une crise très profonde de confiance, car c'est un gouvernement qui a vendu le mensonge, et le mensonge les gens en ont ras-le-bol. Mais la plupart des partis de l'opposition ont eux aussi un déficit de crédibilité. Les Haïtiens n'ont donc pas confiance dans le pouvoir, mais ils n'ont pas non plus totalement confiance dans certains acteurs de l'opposition. Cela crée une situation un peu incertaine, complexe et compliquée. Mais on peut aussi se demander : combien de temps cela peut-il durer ? Avec les blocages, les producteurs ne peuvent pas écouler leurs produits, ce qui a pour conséquence une augmentation des prix. Les gens sont stressés et se sentent en prison. Cette situation ne peut pas durer. Il faut absolument une solution, mais celle-ci sera-t-elle à la hauteur des attentes ?

La solution la plus durable consisterait dans la mobilisation continue des organisations de la société civile. Ce sont elles, qui dénoncent la corruption et l'impunité, qui veulent une transition de rupture, et qui doivent continuer à se mobiliser pour qu'il y ait un véritable procès Petrocaribe ; pas seulement Petrocaribe, mais un procès sur tous les dossiers où il y a un soupçon de corruption. Le pays ne peut pas mourir. On ne peut pas continuer à tuer l'espoir. Il faut que le soleil brille pour ce peuple qui, depuis plus de deux cents ans, demande à être intégré dans la communauté nationale, à ne pas être considéré comme des exclus, des parias, des riens.

« Au-delà des barricades, les femmes veulent construire l'avenir »
Entretien avec Sabine Lamour[20]

La lutte féministe irrigue-t-elle le mouvement social en cours ?

J'ancre ma réflexion dans l'histoire, et, ici en Haïti, le féminisme, en tant que mouvement social, a une très longue histoire. Officiellement, il débute en 1915 avec l'occupation nord-américaine. Apparaissent alors sur la scène publique des femmes qui protestent contre les violences sexuelles exercées par les marines. La génération suivante, celle de 1934, a systématisé le mouvement pour les droits civils et politiques des femmes, et a créé la première organisation du pays : La Ligue Féminine d'Action Sociale. Plus tard, à partir de 1957, les femmes ont mené la lutte contre la montée du fascisme avec l'arrivée au pouvoir de Duvalier. D'ailleurs, une des premières victimes de Duvalier est une femme : Yvonne Hakim Rimpel (1906-1986), une journaliste, fondatrice du journal l'*Escale*, et une féministe, membre de la Ligue. Ensuite, en 1986, au moment de la chute de Duvalier, et, à nouveau, en 2004, avec la chute d'Aristide, les femmes se sont retrouvées sur le devant de la scène.

Pourquoi ce long récit ? Pour dire que dans l'histoire haïtienne, chaque fois qu'un mouvement social ou qu'une dynamique politique questionne la société, non seulement les femmes y ont participé, mais elles ont été en première ligne. À partir de leur situation spécifique, elles portent des revendications qui interrogent les droits, les liens sociaux, la souveraineté nationale, l'injustice, l'impunité. Par exemple, en 1915, à partir de la violence sexuelle des marines exercée contre les femmes, elles ont posé la question de la violence et de la souveraineté ; en 1986, face au constat de l'impunité de la violence faite aux femmes, elle soulève à nouveau la question des droits et du changement en général. Et la loi sur la paternité responsable que nous avons réussie à faire passer en 2014, pose, outre la question de la responsabilité du père, celles de la politique de l'emploi et de la protection sociale, dans un contexte de chômage massif.

À chaque crise, les femmes s'imposent en tant qu'interlocutrices, posent les questions fondamentales, par rapport auxquelles, elles construisent un positionnement politique inédit. C'est le cas de la mobilisation actuelle contre la corruption. Parmi, les figures notoires qui portent ce combat, se trouve plusieurs femmes, dont certaines se revendiquent féministes. Outre, le combat contre la corruption, les féministes dénoncent la violence d'État, cette violence aveugle et gratuite qui les frappe les premières, à travers le viol comme arme de terreur pour contrer leur combativité et empêcher leur accès à l'espace public.

Les féministes sont au cœur de la lutte pour la transformation de la société. Elles luttent non seulement pour transformer leur condition honnie, mais aussi pour créer un cadre social viable. Lorsque les revendications portent sur la position inégalitaire des femmes, elles secouent toute la chaîne des inégalités, car les femmes et les enfants se recrutent parmi les catégories les plus appauvries dans la société haïtienne. Enfin, le féminisme haïtien est porteur d'une forme d'économie morale qui oblige la société à réfléchir sur le partage inégalitaire des parts disponibles.

Concrètement, comment s'organisent les féministes, et quels relais disposent-elles auprès des partis politiques ?

Les féministes participent à la vie nationale, en construisant et en animant des structures organisées. Elles s'organisent à un triple niveau. Elles s'impliquent dans des espaces de discussion et de réflexion la société, font connaitre leurs prises de position, affirment leurs revendications, et, quand c'est nécessaire, elles sont partie prenante de l'espace de médiation entre les divers acteurs nationaux. Par exemple, actuellement, certaines organisations participent de l'espace qui s'est créé avec la *Passerelle* (*Pasaj* en créole)[21].

Il n'existe pas de lien organique entre les organisations de femmes et les partis politiques. L'expérience

[20] Entretien réalisé à Port-au-Prince le jeudi 28 novembre 2019. Sabine Lamour est docteure en sociologie, coordinatrice de l'organisation féministe haïtienne SOFA (Solidarité Fanm Ayisyen).

[21] La *Passerelle* est une structure d'interface mise en place par les organisations de la société civile pour faciliter, dans un délai court – limité initialement à un mois et prolongé d'une semaine –, un accord entre les partis politiques d'opposition. Début novembre 2019, une entente a été signée par quatre partis d'opposition sur base de la « Déclaration commune pour un gouvernement de sauvetage national. Pour une transition réussie » signée par plus d'une centaine d'organisations de la société civile haïtienne.

fait que les organisations préfèrent garder leur autonomie. C'est le cas de la SOFA, qui tout en se considérant comme une organisation féministe, donc politique, préfère garder son autonomie vis-à-vis des partis, qui ne répondent pas de leur côté et de manière conséquente à l'implication des femmes dans la vie politique. Peu de femmes accèdent à des postes de direction et comme candidates aux élections nationales dans les partis. Cette situation explique en partie l'absence des femmes au Parlement : aux dernières élections, sur trente sénateurs élus, il n'y a qu'une seule femme.

Les féministes se sont organisées en-dehors des partis, et les revendications des femmes sont essentiellement portées par les organisations et non par les partis. En fait, les partis récupèrent l'expérience des organisations féministes sans participer en amont au travail de construction du leadership féminin. Donc, les partis ont un rapport mécanique, plus instrumental, avec les organisations féministes. Ils sollicitent ces organisations quand ils ont besoin des femmes ou des féministes. Et les organisations choisissent de répondre à ces sollicitions en fonction du niveau d'affinité politique avec le parti et la manière dont celui-ci peut porter leurs revendications fondamentales.

Les femmes sont conscientes qu'elles ne sont pas acceptées au sein de ces structures masculines. Mais, les féministes se sont imposées comme interlocutrices et les partis savent qu'ils ne peuvent intervenir dans la vie nationale en ignorant les femmes. Et les féministes militent contre l'exclusion spécifique des femmes dans la gestion de la chose publique, en cherchant à déjouer la « silenciation » et l'invisibilisation des femmes dans la politique en Haïti.

Dans le cadre de la transition qui s'annonce, les femmes indiquent ce qui doit être fait à court, moyen et long termes. Elles s'engagent contre la corruption du pouvoir en place et n'accepteront pas de revenir sur certaines revendications essentielles comme, par exemple, la question de la parité hommes-femmes, la participation des femmes dans les espaces décisionnels, la prise en charge de la question de la violence – notamment la violence étatique – faite aux femmes.

Quelle lecture de la crise actuelle faites-vous en termes de genre ? Quel impact plus particulier sur les femmes ?

La crise actuelle est en lien avec une conception toxique de la masculinité. Le gouvernement fonctionne sur la base d'une forme de masculinité agressive, condensée au sein d'un mot spécifique : bandit légal[22]. Le bandit légal incarne un personnage qui revendique un mode de vie axé sur le machisme, l'agression verbale, la violence psychologique, la force triviale. Dans cette façon de gouverner, le chef masculin se pose en ayant-droit tout puissant ; il revendique le droit de détourner les biens du collectif à son profit et celui de son entourage, en narguant le reste de la population. Il mobilise aussi les circuits de l'économie illicite, et recourt à la terreur ou au mépris. La crise que vit le pays se complique quand un parti accapare les rouages institutionnels au profit d'un *boys club* qui se permet de violenter, harceler et violer les femmes, avec la complicité des uns et des autres, et un sentiment d'impunité tel qu'il se permet de violer les droits humains de toute une population.

Sur le plan économique, du fait des responsabilités qu'elles tiennent au sein des familles, les femmes sont les premières concernées par la dégradation des conditions de vie. Elles doivent prendre soin des enfants et des vieilles personnes, sans l'aide de l'État et quand les hommes rechignent à assumer leurs responsabilités. En Haïti, 40% des femmes vivent seules et sont cheffes de familles. Une femme, même issue de la classe moyenne, doit assumer la protection de l'entourage familial. En raison des rapports sociaux de sexe, de la division sexuelle du travail et de leur socialisation à la responsabilité, tout porte à croire que les femmes assument, entre guillemets, le rôle de la protection sociale que l'État refuse de jouer.

L'utilisation du viol comme arme de répression dans la crise actuelle est épouvantable. C'est une arme de déstabilisation dont l'objectif principal est d'entraver la mobilisation. Depuis 1915, avec les marines, sous Duvalier, avec les tontons macoutes, entre 1990 et 1994 avec les paramilitaires, les femmes ont toujours payé ce prix pour avoir osé dire « Non » à l'inacceptable. Actuellement, face aux contestations, le viol est banalisé, en vue de mater le mouvement.

En outre, la corruption généralisée gangrène les institutions haïtiennes et affecte les catégories les plus pauvres, incluant les femmes. Actuellement, le cancer du col de l'utérus est un tueur silencieux. Haïti

[22] Michel Martelly, président de 2011-2016, s'était présenté comme un « bandit légal ». Et c'est Martelly qui a propulsé Jovenel Moïse comme candidat de son parti, le PHTK, aux élections de 2016.

est le pays dont le taux de mortalité maternelle est le plus élevé de la région. Or, avec les 4,2 milliards de dollars gaspillés dans Petrocaribe, les femmes auraient pu avoir accès à des structures de soins adéquates.

Sur un plan social, les marchés sont des espaces économiques occupés par les femmes. Avec la crise, les inégalités se renforcent, en affectant les circuits de l'économie informelle, les niches d'approvisionnement des produits que revendent les femmes. La vie devient de plus en plus dure pour elles. Donc, tant dans ses causes que dans ses conséquences, cette crise a une spécificité en termes de genre.

Êtes-vous optimiste quant au dénouement de cette crise ?

Je suis toujours optimiste en ce qui concerne Haïti. Ne pas être optimiste est un luxe que je ne peux pas me permettre en tant que femme haïtienne. L'optimisme est la seule richesse qui me reste face à l'obscurantisme. C'est le moteur qui me donne le courage d'habiter le pays et c'est aussi la source de mon engagement.

Je vis dans une société déroutante où les crises se succèdent. Mais, l'analyse montre que celles-ci ont toujours été des moments importants pour gagner un ensemble de droits, pour renforcer le mouvement social. Même si, au moment du dénouement de la crise, il y a souvent des désillusions, les mesures et les lois, adoptées pendant ces moments de crise, existent en termes de possibles ; elles peuvent être activées ou évoquées pour lutter contre les violations des droits humains.

L'avenir n'est pas totalement dégagé. Mais, au quotidien, je fais l'expérience d'une génération debout, qui refuse les conditions de vie imposées par les nantis et les politiques. Derrière le slogan « chanje sistèm » [changer le système], il y a une conscience politique profonde et une dynamique réelle, mais qui peinent à se matérialiser. L'entremêlement des problèmes, notre situation de paria à l'échelle internationale peuvent déboucher sur des possibilités inespérées, et constituer le fait inaugural pour construire quelque chose d'autre, vu qu'il n'y a pas d'ailleurs.

Personne ne saurait se permettre de désespérer en Haïti ; ce serait abandonner le pays. Le peuple haïtien a pour devoir de se prendre en charge, de transformer sa société en reconstruisant à la fois le tissu social et le pays, en rétablissant les liens entre les personnes. Les féministes doivent refaire symboliquement avec d'autres le geste de Catherine Flon, la femme qui avait cousu le drapeau national ; c'est-à-dire recoudre le tissu social, réunir le collectif. Les Haïtiennes et les Haïtiens doivent redessiner un nouveau projet commun inscrit dans la dynamique initiée en 1804, et regagner leur souveraineté. Ils devront exiger que leurs amis sur le plan international les laissent discuter entre eux afin de construire un pays à la mesure du rêve haïtien. Nous avons l'obligation envers nous-mêmes de maintenir et de matérialiser les possibles politiques portés par 1986.

On parle de « transition de rupture » ; rupture avec quoi ?

Rupture avec un ordre social qui considère l'humain avec mépris, comme un déchet, avec la corruption et la mauvaise gouvernance. Les Haïtiennes et les Haïtiens ne veulent plus de cette situation imposée au pays. Ils ambitionnent une société où les richesses seront distribuées de manière équitable et juste; une dizaine de familles ne peuvent pas se permettre de concentrer toutes les richesses du pays. La société d'apartheid doit prendre fin. Derrières les barricades érigées actuellement se dressent les barrières sociales que les gens sont en train de dénoncer. C'est pour cela que les Haïtiennes et les Haïtiens doivent regarder au-delà des barricades afin de construire de nouveaux ponts.

« *Ce sont, dans leur majorité, les femmes qui portent ce mouvement sur leur dos* »
Entretien avec Colette Lespinasse[23]

Où en est-on aujourd'hui en Haïti ? Pouvez-vous faire un bilan de ces dernières semaines d'intense lutte ?

Depuis début septembre, soit depuis bientôt trois mois, on a vécu un *pays locked* [pays bloqué][24], accompagné, presque tous les jours de mobilisations, qui ont pris diverses formes (marches, barricades, etc.). Il y a depuis quelques jours une sorte d'accalmie. Mais la lutte a atteint un tel niveau qu'elle ne va pas s'arrêter car les conditions de vie, des couches les plus pauvres principalement, se sont tellement détériorées, et on ne voit pas comment ce président, totalement décrédibilisé, pourrait satisfaire les revendications. D'autant plus que ces revendications se sont faites plus précises, plus profondes, et que ce n'est pas en faisant des cadeaux et du saupoudrage que Jovenel Moïse pourra y répondre.

Les gens sont en train de voir que la pauvreté dans laquelle la grande majorité vit est la conséquence de la mauvaise gouvernance, de choix politiques qui vont à l'encontre des besoins de la population. Et ils réclament un changement, une rupture avec ces politiques. Ils veulent que les ressources disponibles répondent aux besoins, et que tout soit orienté vers cette population, et non vers un petit groupe riche, et qui continue à s'enrichir ! C'est une lutte pour la justice sociale. Or, il est impossible de satisfaire ces revendications s'il n'y a pas une rupture, s'il n'y a pas un changement de direction et si on ne change pas l'État.

Il y a eu tout dernièrement, facilité par les organisations de la société civile, une convergence de divers partis de l'opposition, qui ont signé un accord le dimanche 10 novembre 2019[25]. Quelle analyse en faites-vous ?

Je suis encore sceptique par rapport à cette initiative, bien qu'il y ait quelque chose de positif dans le fait que ces groupes politiques – sans *Fanmi Lavalas* cependant – parlent d'une seule voix. Mais, en même temps, quand je vois tout l'effort qui a été fait pour arriver à cette entente minimale… Est-ce qu'ils avaient besoin d'autant de temps et de la société civile pour ça ? Ils ne pouvaient pas s'accorder entre eux pour si peu ? Et ils ont encore pris une semaine pour mettre en place un comité. Et le choix d'un président intérimaire choisi parmi les juges de la Cour de cassation risque de prendre encore beaucoup de temps… Comme le disait une journaliste : « ces gens-là agissent comme s'ils avaient l'éternité devant eux, mais il y a un peuple dans la rue qui souffre et qui veut voir le changement ». On attend de voir. À mon avis, on n'a pas vraiment avancé depuis cet accord.

Mais le plus important pour moi, c'est l'orientation qui sera donnée une fois le président parti ? Sur ce point, on n'est pas encore tout à fait clair. Et ça, c'est quelque chose qui manque énormément dans le débat. Comment voyons-nous ce changement, cette perspective nouvelle tant réclamée ? Cela n'est pas du tout explicité, et moi, c'est cela que je veux entendre. Va-t-on vers une rupture et de nouveaux horizons, ou va-t-on juste changer quelqu'un pour en mettre un nouveau, et rester dans le même système ?

Le problème de leadership se pose à ce niveau. Ce mouvement manque de leadership, et, à ce jour, il n'a pas encore pu dégager un leadership fort, avec une personnalité crédible, qui porte un projet, avec lequel les gens peuvent se reconnaître. Cette rupture n'est pas encore présente. Et moi, je suis très critique par rapport à la représentation. Les groupes politiques continuent à être représentés uniquement par des hommes. Par exemple, sur la photo de l'accord du 10 novembre, il n'y a pas de femmes !

23 Entretien réalisé à Port-au-Prince le dimanche 24 novembre 2019. Colette Lespinasse est militante des droits humains, représentante de la Coordination Europe-Haïti (Co-EH - http://coeh.eu/about-us/?lang=fr) en Haïti, et ex-coordonnatrice du Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (Garr).
24 Mouvement social qui entend verrouiller le pays, en paralysant la circulation et toute l'activité économique. Il a été mis en œuvre pendant onze jours en février 2019, puis à nouveau, pendant plus de deux mois, de septembre à début novembre 2019.
25 AlterPresse, « Haïti-Crise : Entente politique pour le choix d'un juge à la Cour de Cassation, devant remplacer Jovenel Moïse », lundi 11 novembre 2019, https://www.alterpresse.org/spip.php?article24944. Cet accord a été facilité par le groupe « Passerelle » de la société civile, qui est le fruit d'une « Déclaration de sauvetage national » signée par une centaine d'organisations. Alterpresse, « Haïti-Crise : Une centaine d'organisations de la société civile lancent un appel en faveur du « sauvetage national », samedi 12 octobre 2019, https://www.alterpresse.org/spip.php?article24837.

Quelle est d'ailleurs la place des femmes dans cette lutte ?

Les femmes jouent un rôle important, non seulement dans l'économie du pays, dans la survie, y compris pendant cette période de mobilisation. À mon avis, ce sont, dans leur majorité, les femmes qui portent ce mouvement sur leur dos, même si elles n'apparaissent pas devant la scène, dans les médias. Par exemple, alors que les gens sont dans la rue ou sur les barricades, beaucoup de femmes continuent à suer pour donner à manger, pour donner de l'énergie aux militants, afin de leur permettre de tenir. Malheureusement, celles qui participent aux marches restent très marginalisées, peu entendues. C'est pourquoi je dis que je ne vois pas encore le changement, la rupture. Les discours, les actions, la représentation doivent être travaillés, nettoyés, pour qu'ils rendent visibles la contribution de tout le monde, et ouvrent cette nouvelle perspective à laquelle nous aspirons.

On parle de crise et de combat sans précédent. Jusqu'à quel point est-ce la réalité ou la lutte actuelle a-t-elle des résonances avec des combats passés ?

Il y a eu des luttes similaires dans le passé d'Haïti. Les paysans ont pris les armes pour récupérer les terres. Avant l'instauration puis la chute de Duvalier, on a eu de très grandes mobilisations, surtout de jeunes. Ces luttes n'ont malheureusement pas abouti à un changement véritable. La plupart ont été réprimées. Et moi, quand je regarde les dernières initiatives du président, j'ai l'impression que l'État dictatorial est en train de reprendre forme actuellement. Il y a beaucoup de répression sous différentes formes.

Mais ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la participation en masse de jeunes issus des quartiers populaires ; quartiers qui se sont formés à Port-au-Prince et autour des grandes villes pendant la dictature. Moi, je les ai vus naître, je les ai vus grandir ces quartiers. Et ces quartiers ont des revendications. Ce qui est aussi nouveau, c'est la quantité d'armes qui circulent. Des gens armés, des gangs participent aux mobilisations, mais sans vision claire. Certains tournent parfois leurs armes contre les quartiers même où ils vivent. Sans compter le risque d'être manipulés par les dealers et hommes politiques qui veulent contrôler ces quartiers.

La nouveauté pour moi, elle est surtout là : les quartiers entrent en scène et participent massivement à la mobilisation. Au-devant de la scène, on trouve beaucoup de jeunes, y compris des étudiants qui viennent de ces quartiers, et qui souffrent de la faim, du manque de services, de l'absence de gouvernance.

Suite au séisme du 12 janvier 2010, on a parlé de refondation. La lutte actuelle et la revendication d'une transition sont-elles la reprise de ce concept qui a échoué après le tremblement de terre ?

Il y a des groupes, auxquels je participe, qui réfléchissent dans cette direction, en voulant commémorer le dixième anniversaire du séisme autour d'une volonté de renaissance. Et de lutter contre le traumatisme du tremblement de terre, mais aussi d'une série de phénomènes naturels, comme les cyclones, transformés en catastrophes, au cours des trente dernières années. On veut projeter cette idée d'Haïti nouvelle, de ce que pourrait être ce changement de système dont on parle tant.

Les gens sont dans la rue, manifestent pour le changement, mais ils n'ont pas encore vraiment donné forme à ce changement. Ils disent ce qu'ils ne veulent pas. Mais que voulez-vous ? Comment le voulons-nous ? Ça, on ne l'a pas encore dit, et nous pensons qu'il faut travailler cette partie. On sait déjà très bien tout ce qu'on ne veut pas. Il y a eu tellement d'études faites sur les problèmes d'Haïti. Mais qu'est-ce que nous voulons, comment voulons-nous vivre dans ce pays, comment voulons-nous ce bien-être qu'on cherche ? Ce projet de commémoration dont je te parle entend donc commencer à donner forme à ce rêve et à ce changement pour une nouvelle Haïti.

« On n'a pas d'autre choix que d'être optimiste »
Entretien avec Sabine Manigat[26]

Comment analysez-vous la situation présente ?

L'exigence d'un changement à la tête de l'exécutif n'a pas changé. Et si elle a évolué, c'est dans le sens d'un renforcement. Dans le même temps, le *momentum* est en train de changer du point de vue du niveau de mobilisation. Mais la donne reste la même. C'est la confirmation d'un mouvement profond, mais cela pose de nouveaux défis. Il y a aujourd'hui une perte de repères qui est le fruit de l'exaspération sociale ; de l'exaspération sociale et de l'impuissance, du fait que les choses ne changent pas. On a l'impression, surtout au sein de la classe moyenne, d'une lassitude, bien compréhensible, et d'un sentiment que la vie doit continuer. Mais à quoi cela va-t-il mener, on ne le sait pas.

Du côté de l'opposition politique, il y avait des discours concurrents ou parallèles qui tous exigeaient la démission du président. Grâce à l'initiative de la société civile, avec *Passerelle*, née au mois d'août, ces discours ont convergé. L'objectif était d'asseoir ces partis à une même table pour réfléchir à des solutions pour une alternative. Sinon, il [Jovenel Moïse] ne partira pas. L'expérience de *Passerelle*, avec toutes ses limitations, cela a été deux choses : d'abord que les partis discutent, négocient et s'accordent devant la nation, Nous espérions un résultat plus solennel et plus consistant, avec des éléments plus précis. Aujourd'hui, le mandat de la *Passerelle* est terminé. Et nous sommes à la remorque du rythme des acteurs.

Justement, le fait que les acteurs politiques mettent autant de temps à avancer, n'est pas le signe qu'ils n'ont pas pris la mesure du ras-le-bol qu'exprime le mouvement social ?

Il y a des atavismes importants dans notre système politique qui expliquent cette situation ; des atavismes d'un comportement politique qui atteignent même la société civile. C'est-à-dire un comportement que j'appellerais « clientélo-populiste » et qui apparaît comme la seule manière de se présenter devant la société. Cela empêche dès lors de voir les attentes de la société civile. Il y a comme un plafond de verre entre celle-ci et la classe politique.

C'est un mode de fonctionnement, d'abord très fatigant, parce qu'il nécessite énormément d'énergie, qui entraîne nombre de confrontations, et qui prend beaucoup de temps. D'où le retard actuel. Mais cela s'est toujours fait comme ça, même au moment de la chute de la dictature ; c'est un mode de fonctionnement politique que nous n'avons pas encore réussi à dépasser.

Le prix à payer pour arriver à cet accord au sein de l'opposition est-il de laisser hors-champ certaines questions, au premier rang desquelles les questions économiques ?

D'une certaine façon, c'est vrai. Dans le travail de facilitation, on a soigneusement évité la polarisation sur les questions économiques. Mais ces questions sont bien inclues dans les négociations en cours, y compris et surtout dans la feuille de route que la société civile est en train de rédiger. Cependant, ce sont les questions autour des organes de contrôle et de gouvernance, plus que les questions économiques, qui retardent la finalisation de l'accord entre les partis politiques.

Cet accord tient-il compte des revendications féministes et du rôle des femmes dans la mobilisation ?

Là, on est dans la réalité de ce pays, qui est l'un des pays les plus arriérés sur la question des droits des femmes. L'État a signé toutes les conventions internationales, mais elles ne sont pas appliquées ; cela a à peu près la même valeur que l'article de notre Constitution qui dit que tous les enfants ont droit à l'enseignement gratuit. La question féministe est portée par un petit groupe de femmes, très minoritaires, décollées de la majorité des femmes ; décollées non pas de la réalité de ces femmes, mais dans le sens où la majorité des femmes de ce pays ne connaissent même pas la base sur laquelle les luttes féministes se font.

En Haïti, on exalte et on opprime, avec la même force, la petite marchande. Mais c'est une femme qui

[26] Féministe, sociologue et politologue, l'une des sept personnalités de *Passerelle*. L'entretien a été réalisé à Port-au-Prince, Haïti, le lundi 25 novembre 2019.

travaille comme une bête de somme et à qui on ne reconnaît aucun droit, en-dehors de la fête des mères ! Or, je dois dire que dans la feuille de route qui est en train de se finaliser, les droits des femmes ne sont pas mis en avant. C'est difficile nous dit-on, quand il y a autant de priorités…

Pourtant, les femmes sont très actives dans la mobilisation actuelle et il existe une tradition de luttes féministes en Haïti

Si on parle de la force, de la cohérence, des réalisations de ce mouvement, c'est extraordinaire. On a, par exemple, réussi à obtenir une législation sur le viol avant des pays comme le Chili, mais jusqu'à présent, aucun haut cadre accusé de viol ne s'est présenté devant la justice et n'a perdu son poste. Cela fait scandale, on en parle dans les médias, et puis, plus rien.

Y a-t-il une irrigation du mouvement social en cours par les luttes féministes ?

Oui. Les organisations féministes ont été parmi les premières à appuyer le mouvement. Ensuite, elles ont largement contribué à la feuille de route que la société civile est en train d'impulser en ce moment. Le problème est qu'on discute avec les politiques, et que les politiques, toutes tendances confondues, même quand ils sont favorables à la cause des femmes, à un moment donné, quand la négociation devient trop dure, on dit : « ça, on verra après, on ne peut pas risquer la rupture sur un point comme ça… ». Et le point « comme ça », en général, c'est la condition féminine.

On peut faire le lien avec aujourd'hui : j'ai écouté les radios, lu les journaux ; la manifestation des femmes hier, lors de la Journée internationale contre la violence faite aux femmes, n'apparaît dans aucun des grands titres ! Elle n'a même pas été mentionnée, et je ne parle pas d'avoir été chercher une personnalité féministe pour l'interroger à ce propos. C'est cela la réalité d'Haïti. Jusqu'à présent, la violence faite aux femmes ne concerne que les organisations féministes. Il y a des groupes et des mobilisations fortes de femmes dans plusieurs régions du pays, qui sont très actives, mais elles arrivent très vite au plafond de verre.

Et demain ? Comment voyez-vous la suite ? Jovenel Moïse va-t-il s'accrocher encore longtemps au pouvoir, et avec quel soutien ?

Bon, je n'ai pas de boule de cristal. Mais on n'a pas d'autre choix que d'être optimiste. L'optimisme se base en outre sur une analyse : il reste encore deux ans et trois mois au mandat du président, or c'est impossible pour le pays de vivre dans ces conditions tout ce temps. C'est aussi simple que ça. Donc, on obtiendra son départ. Mais à quelle échéance et à quelles conditions ?

Y a-t-il eu une évolution dans les soutiens dont Jovenel Moïse dispose ? Certainement. On a l'impression que l'*international* lui a un peu tapé sur les doigts. En même temps, il y a une partie, je dirai même le secteur le plus puissant de l'entreprenariat, celui qui contrôle en particulier les douanes, les ports et les banques, et qui, à travers cela, tient l'économie du pays et le parlement, ce secteur, lui, soutient le président et ne l'a jamais lâché. Les groupes du secteur privé qui détiennent moins de capitaux, se sont divisés et une partie a rejoint l'opposition à Jovenel Moïse. Mais les autres, non, et ils n'ont pas dit leur dernier mot.

Certains, au niveau de l'international aussi, parlent d'élections. Mais les gens n'y croient pas. Qu'est-ce que des élections pourraient apporter au pays pour qu'ils y croient ? Aller aux élections dans les six mois, c'est nous redonner du Martelly et du Jovenel réchauffés. Les élections sont une question de violences et d'argent ; cela les gens le savent. C'est cela aussi la nouveauté. Les gens ne font plus semblant d'y croire.

« Je prends la main des *petrochallengers* pour aller jusqu'au bout avec eux »
Entretien avec Thomas Roselina[27]

Frédéric Thomas (CETRI) : Pouvez-vous en quelques mots présenter votre parcours de travailleuse et comme membre du syndicat *Batay ouvriye*[28] ?

Thomas Roselina : Je suis née et j'habite à Port-au-Prince. Depuis 11 mois, je travaille dans l'usine textile du parc industriel de la Sonapi[29]. Avant, de 2015 à 2017, j'ai travaillé dans une autre usine, au parc industriel de MBI. Mais il n'y avait pas beaucoup de travail, alors je suis venue à la Sonapi. Je travaille de 7 heures du matin à 4 heures [de l'après-midi]. Pour être à l'heure le matin, je dois me lever à 5 heures, mais les gens qui habitent plus loin, se lèvent plus tôt encore, à 4 heures, 3 heures…

Cela fait sept mois que je suis membre du syndicat. J'avais un manager, chef d'équipe, qui voulait m'envoyer chez moi [me renvoyer], alors j'ai couru jusqu'à *Batay ouvryie* pour plaider ma cause, refuser ce renvoi illégal. Et cela a marché. Les patrons ne nous traitent pas bien. Je voulais revendiquer, je voulais m'exprimer, parler ; parler de tout ce qu'ils font de mal avec les ouvriers. C'est pour cela que je suis venue au syndicat. Maintenant, je suis déléguée de ma section au sein de l'usine. On est 48 membres de *Batay ouvryie*, hommes et femmes, dans ma section.

CETRI : Avez-vous participé à la mobilisation pour le salaire minimum ?

Thomas Roselina : Oui, j'ai participé aux différentes manifestations. Les dernières, c'était les 28 et 29 octobre 2018. C'était une marche pacifique pour demander au président une augmentation du salaire minimum. Le salaire était de 500 gourdes par jour [un peu moins de 5 euros pour huit heures de travail]. La revendication était de demander un salaire de 1.500 gourdes. Mais, moi, je ne savais pas, je ne voulais pas dire une quantité, car c'était une question de principe. Avec 500 gourdes, on ne peut pas vivre ! Je voulais qu'ils nous augmentent, avoir un salaire juste[30].

Les patrons, les secrétaires, les *compliances* [comptables], les managers et chefs de service, tout le personnel employé touchent beaucoup d'argent, et nous, qui travaillons avec nos forces ; très peu. C'est humiliant. Et ils ne nous traitent pas bien. On a reçu une augmentation de 80 gourdes par heure [0,75 euro] ; c'est trop petit, c'est humiliant. C'est ne nous laisser aucun moyen. C'est beaucoup trop dur. Et l'État ne nous a jamais aidé ; il ne se préoccupe pas de nous. Il n'a pas visité l'usine, il ne sait pas comment on nous traite ; comme des esclaves.

CETRI : Les mobilisations ouvrières ont-elles changé les relations avec les managers dans l'usine ? Est-ce qu'ils se sont montrés plus respectueux ?

Thomas Roselina : Non. Après avoir gagné l'augmentation, la petite somme d'argent de 750 ou 1000 gourdes, qu'on appelle « incentives » [incitations], et que nous recevions parfois, nous a été enlevée.

CETRI : Mais avec le salaire minimum actuel, est-ce qu'il y a moyen de se nourrir, de se loger, de vivre ?

Thomas Roselina : Non, il faut faire attention à tout. Je paie la nourriture, la voiture... Je m'en sors parce que je vis avec ma famille, mon père et ma mère. Je me suis toujours demandé comment les autres gens font pour vivre avec si peu d'argent ? Qu'est-ce que je dois faire : est-ce que je dois aller aux États-Unis s'il n'y a rien à faire ?

---

[27] Entretien réalisé le mardi 26 novembre 2019 à Port-au-Prince. Thomas Roselina est déléguée syndicale de son secteur dans le parc industriel de Sonapi pour *Batay ouvryie*.
[28] « Bataille ouvrière » est une organisation syndicale, active depuis 1995, et regroupant des ouvriers d'usines, ainsi que des travailleurs des plantations.
[29] Les zones franches de sous-traitance sont au cœur du modèle économique haïtien. 87% de ce que le pays exporte provient des usines d'assemblage textile, et 83% de ses exportations sont à destination des États-Unis. Voir https://oec.world/fr/profile/country/hti/. Pour une critique de ce modèle, lire Frédéric Thomas, *Haïti : un modèle de développement anti-paysan*, 2014, https://www.cetri.be/Haiti-un-modele-de-developpement.
[30] Depuis mai 2017, Les ouvrières et ouvriers des usines de sous-traitance (essentiellement textile) ont, à plusieurs reprises, manifestés pour réclamer une hausse de leur salaire minimum. Sous la pression, le gouvernement a augmenté celui-ci de 300 gourdes à 580 gourdes par jour. Mais, dans le même temps, le triple phénomène de l'inflation, aujourd'hui à 20%, de la dévaluation de la gourde (elle a perdu, en deux ans, plus d'un tiers de sa valeur réelle), et de la hausse des prix a largement neutralisé les augmentations successives du salaire minimum.

CETRI : Vous avez participé au *pays locked* [pays bloqué][31] ?

Thomas Roselina : Oui, j'ai participé, j'ai fait des marches. Beaucoup d'ouvrières ont participé. Dans les manifestations, la police a utilisé les gaz, le bâton… Mais l'usine n'a pas fermé, sauf les 17 octobre et 18 novembre [dates de commémorations historiques, et jours des manifestations de plus grande ampleur].

CETRI : Mais vous arriviez à vous rendre à l'usine ?

Thomas Roselina : C'était très difficile. Il y avait aussi, parfois, dans les barrages, les mauvais hommes. Des femmes ont été violées en venant au travail. Nous, les femmes, ne sommes pas protégées. Nous ne sommes pas respectées. Ce n'est pas facile de parler, elles ne savent pas où aller pour porter plainte. Et quand on arrivait en retard, par exemple à 7h30 plutôt qu'à 7h, on voyait après, sur la fiche de salaire, qu'ils nous avaient pris 75 ou 100 gourdes pour 30 minutes de retard, alors qu'ils savent que les rues sont bloquées.

CETRI : Connaissez-vous les *petrochallengers*[32], et qu'en pensez-vous ?

Thomas Roselina : Je ne les connais pas personnellement, mais j'apprécie beaucoup. Ce sont ceux qui sont contre ce que fait le gouvernement. Je suis d'accord avec eux, parce qu'ils veulent notre bien, le bien de notre peuple. On ne peut pas accepter la corruption, sinon on ne mangera pas. L'État ne fait rien pour nous. Mais, le 17 octobre, je n'ai pas pu marcher avec eux car j'étais malade, mais j'ai suivi la manifestation à la radio.

Nous, notre lutte, c'est surtout à l'usine. Les inspecteurs, les managers, ils disent toujours qu'il y a les pots de bois et les pots de fer. Nous, nous sommes des pots de bois, et on ne peut pas combattre les pots de fer. Un manager, à l'usine, il dit toujours : « si vous voulez faire beaucoup plus d'argent que 500 gourdes, vous pouvez aller à l'école ! ». C'est comme si, nous les ouvrières, on avait jamais été à l'école. Et quand on revendique, le chef du personnel et le *compliance* nous disent : « Madame, nous ne voulons plus travailler avec vous ». On va s'asseoir chez nous sans rien faire. Et on voit nos noms et nos prénoms sur la liste noire, pour qu'on ne puisse pas travailler dans d'autres fabriques.

CETRI : Tous les managers sont des hommes ?

Thomas Roselina : Il y a une femme manager, Nathalie. Mais elle ne respecte personne.

CETRI : À part le salaire minimum, quelles sont vos autres revendications ?

Thomas Roselina : Je veux vivre bien, le respect, avoir mes droits. Le respect de nos droits ; c'est de ça que nous avons besoin. Le patron ne nous respecte pas. Je veux que Jovenel Moïse s'en aille. Il a un cœur noir. Il n'a pas de pitié.

CETRI : On entend parmi les revendications, « changer le système ». C'est quoi pour vous ?

Thomas Roselina : Changer le système, c'est changer le système de la fabrique. Le chef du personnel ne nous respecte vraiment pas. Ils ne nous paient pas bien. Je veux aussi changer le système du pays. Je veux que Jovenel [Moïse] et toute son équipe s'en aille. Trop de gens sont morts, trop de sang a coulé. Il y a trop d'insécurité. Et le fatras [déchets] est partout dans la capitale. Même devant le parc industriel. Je voudrais que le président comprenne que le peuple ne veut pas de lui.

CETRI : Votre famille vous soutient ? Avoir une fille, déléguée syndicale, qui manifeste, ne leur fait pas peur ?

Thomas Roselina : Oui. Depuis que je suis toute petite, j'ose parler, m'exprimer. Ma maman veut que Jovenel s'en aille. Alors, quand je manifeste, quand je vais porter ma revendication, elle me dit : « tu dois être prudente, faire attention ! ». Mais elle me soutient. Et mon papa, mes frères aussi. Tout le

[31] Mouvement social qui entend verrouiller le pays, en paralysant la circulation et toute l'activité économique. Il a été mis en œuvre pendant onze jours en février 2019, puis à nouveau, pendant plus de deux mois, de septembre à début novembre 2019.
[32] Mouvement citoyen anti-corruption né sur les réseaux sociaux, suite à la publication de la photo de l'écrivain et cinéaste Gilbert Mirambeau Jr, les yeux bandés, brandissant une pancarte en carton sur laquelle est écrit : « Kot Kòb Petwo Karibe ? » (« Où est l'argent de Petrocaribe ? »), avec le hashtag « petrochallenge ». Les jeunes et les femmes sont particulièrement actifs en son sein. Le mouvement regroupe une myriade de collectifs dont le plus connu et le plus puissant est *Nou pap dòmi*. Lire : Frédéric Thomas, *Haïti : « C'en est assez ! Il faut une rupture avec cette classe dominante qui est dans le mépris total »*, 11 octobre 2019, https://www.bastamag.net/Haiti-soulevement-petrochallenge-Caraibes-oligarchie-repression-Nou-pap-domi.

monde participe à la mobilisation, parce que c'est pour tout le monde qu'on manifeste ; ce n'est pas seulement un changement pour moi, mais pour tous.

CETRI : Vous n'avez pas peur ?

Thomas Roselina : Ah ! La révolution, c'est comme ça : même si on a peur, il faut qu'on participe. On ne doit pas avoir peur. Moi, je n'ai pas peur de manifester, de parler. Si nous, le peuple, on n'est pas avec les *petrochallengers*, comment ils pourraient mener ce combat ? C'est nous qui devons prendre la rue.

CETRI : Vous n'êtes pas fatiguée de tout ce combat ? Vous êtes prête à continuer ?

Thomas Roselina : Oui, je suis prête à continuer. Je prends la main des *petrochallengers* pour aller jusqu'au bout avec eux. Il faut qu'on s'entende, sans trahison. Je crois beaucoup aux *petrochallengers*. Ils ont du courage, et je ne sais pas d'où vient cette force. Je veux qu'on s'unisse et qu'on apporte la solution. Je voudrais savoir plus sur eux. Et je voudrais les féliciter ; qu'ils sachent que le peuple haïtien, on les aime beaucoup. Parfois, on n'arrive pas à se lever, à porter notre voix. Il faut beaucoup de courage, mener le combat jusqu'à ce que nous trouvions une solution, que nous trouvions le chemin.

Frédéric Thomas est docteur en sciences politiques et chargé d'étude au CETRI.

C E T R I

Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, service de l'éducation permanente et de la Province du Brabant wallon

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
Brabant wallon la jeune Province